

Tanguy Wuillème
Maître de conférences
Université Nancy 2

« Nous ne voulons pas répandre de haut un enseignement dogmatique qui laisse étrangers les auditeurs et les maîtres, nous voulons fonder un enseignement mutuel, fraternel, une amitié »¹.

L'université populaire de Lyon (1899-2008) : enseignements et engagements

Notre intervention s'intéressera à la naissance et à la renaissance de l'Université Populaire de Lyon. Initiée en 1900, puis de nouveau en 2003, il s'agit de comprendre ce qui a motivé, à des moments historiques distincts, la mise en place d'une telle innovation pédagogique. Le moment 1900 permet d'apprécier les conditions biographiques, sociologiques, politiques et philosophiques qui président à cette expérience d'enseignement censée rapprocher les classes, ouvrières, intellectuelles, entre elles. Le contexte de la république laïque, de l'installation du radicalisme, de la question ouvrière, le parcours de certains acteurs issus du monde de l'instruction publique secondaire et supérieure, et la concurrence avec la forte présence d'un enseignement religieux (la Chronique sociale) permettent de comprendre le sens de cette nouveauté pédagogique. Un siècle plus tard, les circonstances et les acteurs ne se ressemblent pas et pourtant des gestes inconscients se reproduisent (implantation dans un quartier, parcours des intervenants, appel à la municipalité, engagements politiques...), des objectifs se rejoignent tout en faisant apparaître des nouveautés considérables. L'idéal d'une nouvelle communauté et d'une autre solidarité se dessine.

Création et composition de l'Université Populaire Lyonnaise (1899)

Le 9 décembre 1899 est fondée l'Université Populaire de Lyon (le 1^{er} cours aura lieu le 1er février 1900). On le sait grâce à la publication qui accompagnera cette initiative, les Annales de l'Université Populaire lyonnaise qui dressent le procès-verbal de la première séance (n°1 publié en janvier 1900, dont il n'existe que deux numéros aux archives municipales de la ville de Lyon, ils seront soutenus par un imprimeur-éditeur, M.Storck).

La composition sociologique des fondateurs de l'Université Populaire est déterminante. Les membres participants formeront l'équipe enseignante sauf celle qui est à la base de cette innovation : Madame Desparmet-Ruello, femme de Jean-Baptiste Desparmet (ingénieur géomètre), de son nom de jeune fille Jeanne Marie Joséphine Ruello. Quelques points essentiels sur elle : elle est la créatrice et la directrice du premier lycée de filles à Lyon (primaire et secondaire), après avoir été directrice du premier lycée ouvert à Montpellier. Elle en fait un externat puis un internat, en a opéré les divers déménagements (de l'institution Poncin rive gauche, au 7 quai des Brotteaux, jusqu'à la scission en deux institutions en 1899 (une au Palais Saint Pierre, l'autre à l'ancienne adresse) puis dans le Lycée Edgar Quinet (inauguré le 17 novembre 1902, tous installés en 1903). Ce lycée pour filles (aujourd'hui, le lycée Edouard Herriot depuis 1957) est ouvert en décembre 1882, elle le dirige en 1883 jusqu'à son départ en 1909.

On se situe dans le moment de l'école laïque, de la suppression de tout enseignement religieux, de l'espoir d'une éducation pour tous et notamment pour ceux qui en sont privés ou négligés. Dans cet objectif, elle réclame des cours d'économie domestique, d'hygiène, de sciences. On peut voir en elle une infatigable batailleuse pour défendre son institution,

¹ Séailles (Gabriel), op.cit, p.100.

réclamer des fonds (pour matériel, bibliothèque...), améliorer le système éducatif, nombreuses sont ses lettres à la mairie pour défendre le cas de telle ou telle jeune fille prometteuse aux grandes écoles (des réussites à Sèvres et Fontenay), pour demander des bourses et des aides.

Elle connaît bien les autorités municipales : au début de l'UP lyonnaise elle aura l'appui du maire Augagneur. Notons qu'elle aura pour professeur dans son établissement Edouard Herriot, tout jeune enseignant de littérature de 1903 à 1904 qui deviendra le maire de Lyon durant de si longues années, elle va aussi connaître les milieux notables (dont les parents ne négligent pas l'éducation de leurs filles).

Elle est donc d'un dévouement extrême à la cause de l'instruction du peuple. D'après des témoignages d'anciennes élèves, on disait d'elle qu'elle était « une grande belle femme d'une stature imposante », on trouve son buste dans l'actuel lycée d'Edouard Herriot (reçu pour le 25^{ème} anniversaire de lycée). Elle est enterrée à Bron avec un de ses deux fils, aviateur mort de son vivant en 1911 d'un accident d'avion. Elle sera aussi une virulente militante pro dreyfusarde, républicaine et anticléricale.

Les autres membres de cette université populaire sont pour la plupart des professeurs de l'Université « classique » et républicaine, en droit, en sciences, en lettres, ou du lycée Ampère et de l'Ecole normale. On trouve également un avocat, un pasteur, un négociant. Parmi les professeurs de lettres, on trouve surtout quatre personnes :

Sébastien Gustave Charléty qui écrit avec son collègue Chabot une Histoire de l'enseignement secondaire dans le Rhône de 1789 à 1900. Charles Chabot est moins historien mais plus philosophe puisqu'il publie des cours de pédagogie, un ouvrage, Nature et Moralité chez Alcan en 1898. Un autre professeur de lettres, Alexis Bertrand qui publie également en 1898 un ouvrage intitulé L'enseignement intégral, chez Alcan. On a donc un milieu particulièrement sensibilisé à l'innovation pédagogique, à son ouverture à d'autres « classes sociales ».

On a aussi Aveyron qui s'intéresse beaucoup à l'éducation populaire, sera vice-président de l'Union pédagogique du Rhône, directeur de l'école Vaucanson, qui participe aux congrès internationaux de l'éducation sociale dont le président est Léon Bourgeois. Il sera le premier à énoncer les difficultés de l'université populaire dont on reparlera tout plus loin. Leur philosophie se retrouve donc dans l'énoncé des statuts, ainsi que dans leurs ouvrages respectifs.

Une philosophie pédagogique aux sources multiples

En 1899-1900, tous ces acteurs se veulent les héritiers de deux initiatives :

- d'une part les Cercles Populaires d'étudiants et d'ouvriers créés à Lyon dans les quartiers ouvriers, notamment à Vaise, à la Croix-Rousse dans les années 1890 : on y trouve des dispositions et des idées identiques. Il s'agit de lutter contre la ségrégation entre les classes sociales qui engendrent haines et conflits. On note les nouvelles conditions de séparations des groupes sociaux entre eux, dues au renchérissement des loyers qui éloignent les plus pauvres dans des quartiers auxquels ils sont assignés, occasionnées aussi par la nouvelle organisation de l'industrie qui met fin au paternalisme patronal qui ne cherche plus à améliorer le sort des ouvriers. On souligne le malentendu croissant, la montée des préjugés entre la bourgeoisie et le monde ouvrier. Ces cercles cherchent à être un terrain neutre pour une rencontre entre les savants ou les étudiants et les autres, avec l'idée que tout le monde gagne à être connu, que chacun apprendrait le respect, la modération et vice-versa. Il s'agit de mettre fin à la distinction sclérosante entre manuels et intellectuels.

Partout on joue l'humilité, on refuse aussi d'être des missionnaires, est écartée la prétention à instruire la doctrine, à convertir. L'adversaire reste les bonnes œuvres religieuses, les cours

religieux, le patronage puis, à Lyon, des institutions fortes comme le sera bientôt la Chronique sociale. On parle bien d'école mutuelle, de rapprochement d'un lien social qui se délite. C'est toute la problématique de la solidarité, de la mutualité. Lyon sera le fer de lance de la mutualité en accueillant, en 1883, le 1^{er} congrès national. On y lance des programmes d'éducation et d'économie sociales, Jules Simonnet fonde en 1902 l'Union mutualiste (et l'Union des femmes lyonnaises où travaillera d'ailleurs activement Mme Desparmet). On y discute de projets de la coopération qui traversent ces initiatives et un type d'intellectuel se dessine, ordinaire, humble, mais dont la volonté de rapprocher les lieux et les citoyens est d'une grande consistance, solide, de ce *solidum* qui craint la parcellisation des tâches et le saupoudrage, qui travaillent pour les plus démunis.

Toujours est-il que cette dernière expérience a montré certaine limite qu'ils entendent prendre en compte : le caractère utilitaire de l'ouvrier lyonnais, la concurrence de l'enseignement professionnel et le retour en force d'un enseignement religieux qui dispose de fonds et de personnels très engagés souvent bénévoles (1892, création de la Chronique sociale, développement du militantisme catholique, du Sillon en 1894, des Semaines sociales en 1904 qui se veut « université itinérante », création de syndicats chrétiens féminins...).

- La seconde source sera celle des Universités Populaires dont ils empruntent le nom au mouvement parisien de Georges Deherme (ouverte en avril 1898, rue Paul Bert).

Même si l'expérience lyonnaise entend d'entrée de jeu s'en distinguer, ils sont en accord avec l'idée d'Université et d'une sorte de société organisatrice des maisons populaires : une maison du peuple et non une Sorbonne bis. Ils voudraient aussi mettre en place un lieu, on devrait dire un habitat complet, une maison du peuple : comme les cercles, comme à Paris, faire un temple de la pensée populaire où le peuple viendrait « reposer ses membres las le soir après avoir peiné », en remplacement du cabaret.

Notons tout de suite qu'il y aura plus dans l'idéal théorique que dans la réalité, que l'UP lyonnaise restera assez timorée et bourgeoise dans son principe et son fonctionnement. On voulait qu'il y ait à côté de la salle de cours, une salle de spectacle, de causeries, de jeux, où les enfants pourraient venir avec leurs parents, des bibliothèques ouvertes, des meubles confortables. Est également écarté le principe de gratuité : on demande, comme dans les cercles, une cotisation modeste mensuelle ou annuelle et on fait appel à des donateurs, on fait aussi des demandes de subventions à la mairie.

A Lyon, on prétend se distinguer de la méthode parisienne : en affirmant plus de cohérence que l'éclectisme parisien où l'on trouvait toutes sortes de cours, sans programme ou problématique commune, et on prétendait s'interdire la répétition de conférences faites par ailleurs, donc la nécessité d'une nouveauté inédite.

Par ailleurs, on tente des cours pratiques, utiles. On trouve chez Charles Chabot cette nécessité d'agir contre le seul intellectualisme, la vie spéculative : il poursuit la voie tracée par le pragmatisme américain de John Dewey, de William James, la vérité ne peut qu'être qu'utile, efficace, cependant on reste bergsonien, la pensée se libère par la réflexion.

On retrouve également tous les ingrédients qui seront présentés en 1904 par Gabriel Séailles dans son ouvrage *Education ou Révolution*². Séailles a fondé avec Deherme (1870-1937) la coopération des idées, première société du genre qui forme l'Université populaire le 12 mars 1899, il en est le président. Il faut noter qu'il jouera un rôle très important dans la fondation du parti radical. Dès le 12 août 1899, il codifie dans *La Revue Bleue*, l'expérience des universités populaires, formant ainsi une sorte de manifeste à l'usage des autres UP (comme Michel Onfray plus tard avec son ouvrage *La communauté philosophique*³) : là aussi il y a l'idée de maison du peuple mais surtout de communauté pour un corps vivant et plastique. Séailles dira : « Nous ne voulons pas répandre de haut un enseignement dogmatique

² Séailles (Gabriel), *Education ou Révolution*, Paris, Armand Colin, 1904, 248p.

³ Onfray (Michel), *La communauté philosophique*, Paris, Galilée, 2004, 135p.

qui laisse étrangers les auditeurs et les maîtres, nous voulons fonder un enseignement mutuel, fraternel, une amitié »⁴.

A Lyon, on garde en 1900 cette idée que le peuple est apte à recevoir un enseignement supérieur mais qu'il ne faut pas l'effrayer par trop de solennité et rendre accessible des cours et des savoirs, pour cela ses acteurs formulent l'idée d'un dispositif différent tout en soulignant la nouveauté de Deherme.

Séailles dans ses ouvrages renseigne sur l'inédit : il fait l'éloge du commencement, de Deherme et sa revue du 1^{er} avril 1899, la *Coopération des idées* qui fustigeait les utopies fatalistes, celles qui écoeurent les volontés. Séailles en même temps qu'il souligne l'idée de communauté, insiste surtout sur l'individualisme. Il faut élever l'individu, il faut prendre les individus au collet, les secouer rudement et les sommer de commencer par la réforme d'eux-mêmes. Cet individualisme est conforme à celui que promeuvent bientôt les penseurs du radicalisme, comme Henry Michel par exemple, qui sera le vice-président, à sa création, de l'UP parisienne. Il est chroniqueur au *Temps*, sera professeur d'histoire des idées politiques à la Sorbonne (avec Bouglé comme étudiant) et enseignera avec Séailles. En 1895, il soutient la nécessité d'un Etat qui soit par ailleurs non supérieur à l'individu, l'individu est le seul principe du droit. Cet individu, il faut aller le chercher, l'enseignement doit aller vers le peuple et non le contraire.

A Lyon, l'installation de cette université populaire modelée sur celle de Paris se fera à la Croix-Rousse, rue Hénon. L'expérience ne durera pas longtemps, impossible en l'état des archives, de connaître la date exacte de l'arrêt des cours.

Un inconscient organisateur

Il est temps de noter certaines similitudes de cette expérience antérieure d'avec la contemporaine, puisqu'à Lyon, nous ne nous connaissons rien de celle-ci au moment de la nouvelle inauguration, on assiste pourtant à une sorte d'inconscient organisateur : nous avons également une présence féminine essentielle, fédératrice (Françoise Bressat, enseignante de lettres au Lycée auprès d'élèves en forte difficulté), un même lieu d'implantation à la Croix-Rousse (quartier devenu moins ouvrier mais autant militant, jeune et créatif), accompagné aussi d'une extension avec la mise en place d'une scène musicale, de réunion, de lectures poétiques et d'ateliers de réflexion philosophique (Le Périscope, quartier de Perrache), on dispose également d'un soutien (certes très modeste) d'une mairie lyonnaise socialiste à la gestion somme toute dans la continuité du centre radical historique. Puis on peut souligner la présence très prononcée d'universitaires, même si cela évolue (on garde l'idée de rigueur en s'émancipant de la pesanteur académique, en évitant dans le contenu des cours le conformisme existant à l'Université). Pour terminer, nous disposons d'un regard, d'un modèle bienveillant à partir d'une expérience antérieure (l'inauguration de l'UP de Caen en octobre 2002) et fortement charpentée (manifeste, charte, et soutien généreux de leurs organisateurs normands).

Les premières critiques du moment 1900

On peut constater que l'expérience mise en place en 1900 suscite rapidement des critiques, tant externes qu'internes, on les trouve bien formulées chez un des intervenants de l'UP de Lyon : il s'agit d'Aveyron qui assiste au 1^{er} congrès international de l'éducation sociale en septembre 1900, où on y parle de solidarité et il note les critiques qui circulent : le manque d'auditeurs, le manque d'assiduité, le public ouvrier qui s'en va vite et se fait rare dans les UP. Ce sont plutôt les classes moyennes qui en profitent. Les conférenciers ne suffisent plus

⁴ Séailles (Gabriel), op.cit, p.100.

et le contenu comme la pédagogie sont jugés trop scolaires. Il souligne que les lectures et les conférences n'offrent souvent qu'un attrait d'amusement et de curiosité, qu'il n'y a pas de discussion réelle. Il pense également que l'on manque au vrai objectif de la solidarité qui serait d'expliquer les faits de solidarité aux citoyens, entre compagnons de travail.

La difficulté est qu'il en appelle à la doctrine de Léon Bourgeois, d'optimisme républicain, composée de morale sociale, de sociologie, de darwinisme progressif, de volontarisme de l'Etat de droit social, d'histoire nationale, toutes choses qui sombreront avec la guerre de 1914-18. On croyait pouvoir mettre en pratique et enseigner, donner à sentir et faire comprendre l'éthique solidaire mais les tranchées tueront ce rêve.

Avec la grande Guerre, on a assisté à la fin de la morale laïque, gratuite, sacrificielle, de la solidarité entre les classes. Par ailleurs, il espérait aussi les UP se rapprocheraient davantage des mouvements syndicalistes, coopératifs ou politiques, ce qui à Lyon ne s'est pas réalisé. Il a écouté Guieysse, en 1907, au second congrès de l'éducation sociale de Bordeaux où on fait acte du fiasco du mouvement des universités populaires et il reprend à son compte les critiques qu'il émet.

Ce sont les mêmes que l'on retrouve chez ce connaisseur des UP de province, Charles Guieysse qui alimente les Cahiers de la quinzaine dirigée par Péguy et cela dès 1901, donc dans la suite de la mise en place des UP parisienne et provinciales. Il réagit aux bienfaits et aux dérives des UP (bourgeoises) et du mouvement ouvrier : il ruine l'idée d'une fusion probable entre deux classes et recentre l'idée de l'UP comme produit du monde ouvrier, dont la raison d'être est la lutte des classes dont l'objectif n'est pas tant l'égalité que la liberté. Il veut une université qui soit pour les forces agissantes, les travailleurs, les producteurs et non les propriétaires, ni non plus pour les prolétaires.

L'idéal de liberté doit être celui de la liberté intellectuelle, liberté de l'esprit et du jugement et un intervenant conférencier a pour tâche non pas de se rendre égal à l'auditeur mais de lui faire comprendre la liberté intellectuelle. Liberté intellectuelle qu'il ne voit pas dans l'enseignement religieux, où le dogme règne, où l'autorité est valorisée. Les conférenciers doivent être des intellectuels dont il fait l'éloge car ils aiment la liberté pour elle-même. Il y a l'idée chez lui que l'université populaire doit devenir un modèle pour les autres universités en évitant la séparation entre un ouvrier instruit et un autre non instruit, en traquant l'idée de hiérarchie, d'aristocratie intellectuelle. Il faut éviter de faire naître l'idée d'une supériorité intellectuelle où certains « s'y croiraient ». Cette liberté, il la décline aussi dans les programmes qu'il voudrait plus étendus en histoire, en économie mais aussi en sciences naturelles, en médecine, ainsi que l'éducation artistique : il faut éduquer les sensations, non pas croire leur apporter le beau. Surtout, il propose de réformer le mode de vie et de fonctionnement de l'UP : que les auditeurs forment à terme le conseil d'administration, il définit ainsi l'UP, « une association ouvrière qui se propose de déterminer l'enseignement convenant aux travailleurs libres, qui poursuit l'éducation de la classe ouvrière pour le rendre apte à concevoir et à réaliser la liberté »⁵.

Du contraste avec l'expérience contemporaine

De nombreux paramètres existent, qui différencient l'expérience originelle des Universités Populaires de celles actuellement activées : nous sommes entrés dans une société d'après-guerre, où l'on peut observer la fin d'une différence forte entre les classes sociales et laborieuses pour la venue progressive d'un « homo scientificus » qui se nourrit de nombreux savoirs disséminés. Nos sociétés se sont constamment développées permettant un meilleur accès aux connaissances enseignées et médiatisées, même si simultanément s'opère un accroissement des écarts d'inégalité, une crise du système d'enseignement général et surtout

⁵ Guieysse (Charles), « les Universités Populaires et le mouvement ouvrier » in Cahiers de la Quinzaine, 2^{ème} cahier de la 3^{ème} série, n°30, 1901, p.61

de l'université étatique, ainsi que de l'idée de service public. Ces différences offrent un nouveau contexte dont la crise, aussi différente soit-elle, continue cependant de caractériser le rapport au savoir. En fonction de ce contexte et au fil de l'expérience menée depuis cinq ans à l'Université Populaire de Lyon, nous voudrions pointer certaines difficultés qui apparaissent dans ce dispositif.

En ce qui concerne le dispositif pédagogique : la question est de savoir si nous avons surmonté les apories du moment 1900. Il y a bien une volonté d'échapper à ce qui a constitué l'échec de la première vague des UP en France : le monopole de la parole par les universitaires, monopoles contestés par les ouvriers. Il semble que cela ne soit pas encore au rendez-vous. Ici nous retrouvons les critiques classiques de la parole enseignante et nous continuons de faire l'expérience des limites pour sensibiliser les « classes populaires », entendues comme les plus dominées intellectuellement et culturellement. Nous ressentons l'impossibilité à rattraper les effets des mécanismes sociaux d'échec scolaire, de ceux qui ont été éjectés d'un système sélectif. Cependant à Lyon, Philippe Corcuff a animé un atelier d'apprentissage du philosopher pour adultes sur le mode de ceux initiés par Michel Tozzi à l'UP de Narbonne, où la parole appartient davantage au collectif qu'à la parole enseignante. De plus, avec lui nous avons testé un « cours dialogique » en vue de multiplier les points de vue, d'organiser une médiation plus large au sein d'un dialogue avec le public. Ce sont des pistes et davantage d'innovations pédagogiques sont à venir.

L'autre risque est celui de devenir une activité culturelle au même titre que d'autres « biens culturels », ce qui suppose de davantage définir les termes d'université et de populaire.

On peut effet considérer que nos sociétés développées « carburent » à la culture, qu'elles se vivent et se reproduisent sur un mode culturel (et non pas politique comme au lors du moment 1900). La culture se multiplie, devient une sorte de bain liquide qui joue le rôle irremplaçable de remplissage, qui vient à occuper la vie, voire même à la saturer. L'université serait en danger de participer à cette démocratie culturelle⁶. Parler de démocratie culturelle, cela veut dire que la culture n'est pas un infléchissement du régime au sens politique mais que la culture est devenue le mode organisateur de la vie en commun, qu'elle comporte un idéal de rassemblement, un paradigme consensualiste. C'est un ciment pour une société obsédée par les risques de fractures, de dissolution.

Elle serait bien ce rassemblement par indistinction, une machine qui agrège sans fin, dont le principe économique est l'inclusion, la soumission de tout ce qui est hétérogène à un principe unique. On a un vaste mixage qui rend tout compatible et tout équivalent. On aurait un régime de compatibilité générale entre des choses qui autrefois étaient extérieurs au champ culturel. Il n'y a plus de conflictualité car on y dissémine les opinions, les goûts individuels et on les disjoints de l'action. Et le Ministère de la culture chapeaute tout, comme les DRAC. L'Etat considère cette activité de rassemblement comme une tâche essentielle et les personnes qui travaillent dans la culture passent une grande partie de leur temps à demander, à faire des dossiers de subventions, c'est-à-dire à être incorporées dans un système d'aides quasi généralisées avec cette relation typique de soumission implicite, de dépendance.

On a bien quelque chose comme ce que Foucault nommait le biopolitique : la fin d'une idée de la démocratie politique où régnait plutôt un mode de reconnaissance de l'altérité, d'organisation d'espaces communs, de communication entre les uns et les autres. La biopolitique, c'est la forme d'agrégation de techniques de gestion et de gouvernement des populations. Dorénavant, le vivant pris en compte est à cultiver (autrefois à instruire), à « culturer » (à occuper) et débouche sur une forme de biopouvoir, parce qu'il y a un pastorat nouveau qui vise à empêcher même la politisation, le conflit et les passions violentes.

⁶ Voir pour ce concept : Brossat (Alain), *Le grand dégoût culturel*, Paris, Seuil, 2008, 189p.

En outre, il génère des séparations importantes de mode de vie : entre la figure du travailleur et de l'intellectuel : le premier ne connaît que l'alternative entre le travail et l'amusement (même lettré) ; le second envisage ces amusements comme des pertes de temps, son travail est plaisir et liberté. Le problème devient celui de l'emploi du temps : on observe une division interne chez les individus, une nouvelle séparation accrue entre l'affairement (avec un temps de travail compté et allongé, pas d'expérience réelle sinon celle du champ professionnel, un fort stress, une réelle pénibilité, un épanouissement très relatif dans le travail) et un secteur nommé culture (et loisirs), où ne doit pas se trouver d'étincelle de réflexion sinon ça mettrait le feu à l'univers du travail. Cela peut aussi donner naissance à une nouvelle figure de la culture, celle qu'il faudrait posséder : tout le monde est alors pressé de tirer le maximum des loisirs, de la culture, on participe à tout, on planifie, on s'abonne assez frénétiquement. Mais le tout accompagné d'une mauvaise conscience, comme si cette activité avait été volée sur quelques activités plus urgentes, plus nécessaires.

Microrésistances

A Lyon, il semble qu'il y ait une résistance à cette pente « culturelle ». Dans une large mesure, les cours cherchent à présenter des incompatibilités entre des formes d'existences et de connaissances différentes. Il s'agit encore de résister à l'établissement d'un régime culturel des discours et des pratiques, ou des discours en tant que domaine pratique et d'éviter que tout devienne « denrée » culturelle, que tout soit « communication ». Tout ne communique pas, tout ne s'adresse pas à un public, tout n'est pas pratique de la communication. Tout n'est pas plaisant et tout ne s'échange pas car tout ne se vaut pas, il ne saurait y avoir de devenir culturel de tout.

En cela existe une différence sensible avec certaines des conceptions présentes dans le Manifeste de Michel Onfray. D'une part dans le refus de voir se mettre en place une pan-éducation tout au long de la vie ; d'autre part dans l'évitement de savoirs qui n'aurait qu'une visée pan-existentielle, qu'une destination hédoniste propre à des sociétés de consommation, sous le couvert du « plaisir d'exister ».

Il semble que l'Université Populaire de Lyon propose d'échapper à certaines impasses culturelles et hédonistes. En reposant précisément la question de la catégorie de « populaire ». Populaire peut vouloir dire trois choses : en premier lieu, il peut avoir un sens quantitatif, signifiant quelque chose de très répandu, connu. En second, cela peut signifier « non élaboré », conçu avec une certaine économie des moyens et une simplicité d'intention en opposition à quelque produit sophistiqué. Ne voyons surtout pas ici un quelconque jugement de valeur. Puis le troisième sens serait celui qualifiant de populaires, les habitudes culturelles d'une classe sociale particulière, la plus défavorisée dans l'organisation sociale, celle dont les emplois sont les plus physiquement éprouvants, les moins qualifiés et les moins rémunérés. L'université populaire a pour but d'évoluer dans l'ensemble de ces trois sphères.

La gratuité, instituée par Michel Onfray, semble cependant un des postulats essentiels, l'université est populaire dans le sens où elle n'exige pas un important investissement financier et fonctionne sur le bénévolat des enseignants et des animateurs. L'université Populaire promeut un altruisme comme contre modèle de la relation capitaliste. Un des aspects importants du nouvel esprit des UP est la motivation altruiste qui y est à l'œuvre et qui se symbolise et s'incarne dans l'idée de gratuité. Dans un système capitaliste et de néo-libéralisme économique, chacun est censé agir selon son intérêt bien compris. Un individu altruiste et soucieux du bien commun représente par définition une exception à la nature humaine, la motivation altruiste est une ressource rare. Certes, il peut-être le masque de l'intérêt ou de l'amour-propre. Mais ici on aurait plutôt une confiance générale dans les vertus

humaines de base, dans la disposition psychologique et culturelle à la générosité et la loyauté, à donner : parce que ça me plaît (peu importe le regard d'autrui et la réputation sociale).

Ainsi les UP proposent une enclave de résistance à l'ennui prodigué et aux contraintes universitaires. On y met en scène, en public, un autre type anthropologique qui résiste au calcul d'intérêt généralisé, on y souligne l'idée de vocation, qui correspond à celle d'honnêteté, de bel ouvrage, de service public. On y montre la condition de civilité et de décence commune. Ce sont effectivement la simplicité et les faibles moyens requis qui assurent et l'indépendance et la frugalité inhérente au partage des savoirs.

Populaire, elle l'est également dans cet effort qu'elle fait pour opérer une transmission cognitive. Certes un savoir populaire par définition n'exige pas une culture classique (celle des humanités) laquelle suppose un apprentissage qui fait défaut à beaucoup de personnes mais elle a pour but de faire le lien entre des savoirs disséminés, éclatés et un savoir davantage construit ou élaboré. C'est pourquoi elle ne saurait abandonner l'idéal des humanités pour être une université de culture de masse, c'est-à-dire qui ne flatterait que les désirs de consommation, qui ne se tournerait que vers les affects génériques (amitié, amour, joie, liberté...). Il s'agit toujours de penser ces affects et pas seulement de les ressentir, de chercher la vérité de ce que l'on éprouve ou de ce que l'on pense.

Il y a donc un rapport à l'idée d'inconditionnalité du savoir, à l'idée de recherche illimitée de la vérité : l'université populaire est droit de tout dire, de tout questionner, de tout penser sans se plier aux conditions d'autorités quelles qu'elles soient. Il se peut qu'il y ait là encore une légère distinction entre le manifeste de Michel Onfray et les idées lyonnaises. Il semble que d'un côté, l'on mette davantage l'accent sur une conception hédoniste dans l'acte d'enseigner et d'être enseigné, Michel Onfray ne désigne-t-il pas « une communauté hédoniste où l'on veut ce qui permet l'augmentation de sa joie d'être » ou encore « je ne pense pas en terme de « preuve », ni de « vérité »⁷. Le populaire chercherait ici à faire de la communauté et rien que celle-ci, autour d'affects (même s'ils sont ceux de la philosophie, de la sociologie ...) au détriment d'un effort plus soutenu, appelant au meilleur dans l'homme. On doit insister sur une recherche illimitée qui fera que la vérité est elle-même à jamais inachevée, donc pas de savoir global, pas de conception du monde qui puisse s'imposer.

Toutefois l'idée d'Université Populaire possède un réel avantage : elle offre un autre habitat, inconditionnel sous la forme du jardin. Ce qui constitue sans doute la nouveauté du concept réside dans cette recherche d'un nouvel habitat : c'est le terme employé par Michel Onfray de Jardin nomade, virtuel, épicurien mais aux effets réels. Il s'agit d'un lieu à l'écart, un espace-temps pour le recueillement, le silence, le repos. Une skhôle au sens grec. Il s'agit aussi d'une machine de bataille, on cultive un lieu protégé pour des contre-pouvoirs aux forces de l'histoire ou de la société. Il s'agit d'une micro communauté résistante. Il faut suivre cette voie en affirmant que l'université doit être une communauté inconditionnelle, résistante à tous les pouvoirs, pourvue d'une certaine immunité. La différence existe cependant, si Michel Onfray repousse l'idée de gouvernement sur les autres, on y aspirerait seulement à « l'empire sur soi », un « projet d'édification personnelle, de construction active et de transfiguration personnelle ».

Il faut noter qu'il y avait pourtant un contexte politique initial que Michel Onfray a souligné dans son entretien au Monde cité plus haut : « la présence d'un Jean-Marie Le Pen au second tour exige de militer d'une autre manière ».

On a bien l'idée d'habitat, différent de celui de l'université classique qui s'inféode à des puissances extérieures : celle étatique, régionale ou locale, donc administrative (avec ses objectifs quantitatifs, gestionnaires et rentables) ; celle commerciale et technique (et des formations qu'elles requièrent, de la professionnalisation généralisée, où l'on voit l'université,

⁷ Onfray (Michel), op.cit, p.23 et « Mes amis et moi proposons autre chose ailleurs », entretien in Le monde du 29 octobre 2004, p.10.

comme le dit Jacques Derrida, courir le risque « d'être simplement à occuper, à prendre, à acheter, prête à devenir la succursale de conglomérats et de firmes internationales »⁸).

Il y a le risque que l'université ne soit plus le foyer d'un savoir vivant : cela suppose aussi que la recherche, l'expérience extérieure et l'enseignement même à l'université populaire soient intégralement liés, que soit garantie une liberté d'enseignement et d'apprendre, qu'il n'y ait pas d'aspects mécaniques de l'enseignement (machine à instruire proscrite). Cela veut aussi dire qu'il y a un problème de la communication du savoir, de la mise en commun et de l'idée de communauté.

Il existe bien une crise de la volonté de la communauté universitaire classique (plus encore des gouvernements empreints de néo-libéralisme) quant à vouloir l'essence de l'idée d'université comme lieu où s'affirme, où s'abrite l'esprit. Le sens de l'esprit universitaire se retrouve peut-être au sein des UP. Puisque l'université classique n'incarne qu'incomplètement l'expérience du lieu, de l'événement et de l'œuvre. Le contexte de cette crise explique aussi le succès des Universités Populaires.

C'est la thématique d'une nouvelle communauté : dont Michel Onfray nous dit qu'elle est libre, immanente, populaire car la parole doit fonctionner en réseaux (l'heure de question qui poursuit le cours), que le cours s'adresse à tous sans conditions d'accès, sans obligation, ni sanction, sans diplômes exigés ou délivrés, sans contrôle des connaissances et ce gratuitement. Ainsi est éliminé le spectacle de la vanité née de l'appartenance au groupe, l'indifférence des étudiants à une vie authentique de l'esprit, on a bien la fin des relations de dépendance, de la morgue professorale des mandarins (comme les singes de la forêt de Bénarès où chaque singe a son propre palmier qu'il garde jalousement).

Autre risque de l'université classique mais à laquelle n'échappe pas tout à fait l'UP en proposant certaines voies alternatives : une certaine virtualisation due au nouvel espace de communication, de discussion, de publication, d'archivage qui déstabilise cet habitat. Cela l'oblige à redéfinir un autre type d'enseignement, plus vivant, en contrôlant sa diffusion mais aussi en se pensant non plus comme une citadelle assiégée se repliant sur elle-même mais comme un décroisement salutaire, avec une sortie du chez soi (avec la retransmission par France Culture, ou les cours mis en ligne...). La tâche est de bien gérer cette frontière entre le dedans et dehors. L'université ne peut plus se penser comme ayant à s'auto-affirmer, ni à se penser comme un englobant mais comme un ensemble poreux, disséminé, une sorte de ligne de fuite qui nécessite une intelligence conçue comme une adaptation à un environnement renouvelé. Elle devient lieu de passage, ou plutôt de transit où la vérité transite sans s'arrêter⁹.

Pour une Université plébéienne

Si l'université populaire désigne le lieu où l'on peut approcher et approfondir une pensée désintéressée (à la recherche de la vérité), elle doit permettre un rapport à une pensée critique au sens politique, pour comprendre la société environnante. Y est offert un enseignement né de la liberté, y est visible une sphère indépendante qui retarde et même entrave délibérément les contraintes externes de la vie salariée. L'avantage du dispositif de l'Université Populaire est d'être non-inclus dans la sphère étatique, de ne pas être soumis aux conditions de tout pouvoir, de présenter le différend entre le populaire et la puissance. Plutôt que du populaire dont nous avons vu la polysémie, nous voudrions proposer une autre voie qui nous semble

⁸ Derrida (Jacques), *L'Université sans condition*, Paris, Galilée, 2001, 79p.

⁹ Voir notre article, Wuillème (Tanguy), « le discours universitaire en temps de crise », Bruxelles, Presses Universitaires de Bruxelles, à paraître 2009.

caractériser l'exercice d'enseignement, de recherche et d'action qui s'y déroule en empruntant à Michel Foucault et à Alain Brossat l'adjectif de plébéienne¹⁰.

Le plébéien est bien à entendre comme ce qui échappe aux relations de pouvoir. Il y a de la plèbe lorsque se produisent des mouvements de déprise, de résistance, de fuite ou d'affrontement en réaction à toute avancée du pouvoir. Elle indique une capacité de perturbation, d'entrée dans l'irréductibilité aux jeux de pouvoir. La plèbe surgit par flux irréguliers et variables mais elle n'est pas pour autant un réel sujet historique, elle est fille de l'occasion, se défait vite, n'est qu'une concrétion d'affects. Cela pose bien évidemment le problème de l'institution et de la durée qui caractérise celle-ci. Alors que le peuple, lui, a ses acquis, ses statuts, qu'il est presque reconnu d'utilité publique, la plèbe est intermittente et peut ne s'avérer durable, ce qu'elle anime peut devenir concret et ainsi la dévitaliser. Plutôt plébéien donc que populaire afin de considérer que l'ordre a toujours du mal avec le premier, en le classant comme rebut. Le peuple, lui, a une substance politique, a accès au récit et à la mémoire ; la plèbe est une masse indistincte, anonyme, qui n'inscrit pas de traces, souvent vouée à une disparition. La faible endurance des Universités Populaires les rapprochait sans doute de la plèbe, l'entrée dans la durée des UP contemporaines pourrait signifier l'idée d'une plèbe qui se pose la question de l'institution et qui la renouvelle en s'actant sur une modification permanente, sur une vitalité sans cesse régénérée.

En outre, la plèbe joue à la défection, à l'excentrement, à l'irréconciliation. Elle offre une autre définition de la politique : non pas stockage de forces, d'accumulation, de conquête mais politique comme capacité de déprise, de défection, de déliaison, de déplacement vers des bords où les rapports de pouvoir trouvent leur limite. Il n'y a pas, on le sait depuis Foucault, de position de pure et simple extériorité aux rapports de pouvoir : toute force résiste à une autre, il y a donc des possibilités pour de nouvelles relations de pouvoir où l'on récuse les structures hiérarchiques, les jeux de notoriété, le mimétisme grégaire. La politique vive, extra-parlementaire se joue là et rejoint la lutte d'autres engagés : demandeurs d'asile, jeunes des cités, intermittents du spectacle, désaffiliés. Il ne s'agit plus d'une bataille rangée, d'un front de lutte unique mais de participer à une multitude de théâtres dispersés, d'activer un régime de prolifération et d'intensités qui vise non l'amélioration du système mais à une défection généralisée.

Le plébéien n'a pas seulement à faire avec des gestes, des cris ou des actes coupés de toute logique. Si elle essaie de mettre en défaut les discours dominants, non interrogés, elle cherche cependant à articuler une voix autre. Les dominants du langage soulignent toujours ce déficit du langage de la plèbe et voudraient les inclure dans le tout communicationnel apaisant, de neutralisation des intensités violentes. L'université populaire offre un habitat, un espace pour permettre à ces voix de se lier à l'histoire, pour faire revivre de l'immémorial, opérer le surgissement de l'hétérogène toujours nouveau et d'activer le non-encore utopique.

Il se peut que l'Université populaire ait à affronter la difficulté de l'institution, de la durée, donc de sa propre vitalité dans le temps et dans l'espace, peut-être s'agit-il alors de retrouver l'espérance formulée par Gabriel Séailles dans le moment 1900 : « nous n'avons pas besoin d'une heure d'emportement, nous avons besoin de siècles d'énergie »¹¹.

¹⁰ Voir Michon (Pascal), Hauser (Philippe), Carnevale (Fulvia), Brossat (Alain) Dirs, Foucault dans tous ses états, Paris, L'Harmattan, 2005, 230p, Brossat (Alain), La résistance infinie, Paris, Lignes et manifestes, 2006, 181p.

¹¹ Séailles (Gabriel), op.cit, p.143.